

Convoi de camionneurs et services de protection

Principaux messages – 13 février 2022

- Bon après-midi.
- Comme vous le savez probablement, les ralentissements et les manifestations se poursuivent partout au pays.
- Au cours des dix derniers jours, nous avons réalisé des progrès importants dans la gestion efficace des manifestations et la prévention des barrages dans l'ensemble du pays.
- Par exemple, hier, une opération de ralentissement s'est déroulée à l'Île-du-Prince-Édouard. Des plans opérationnels ont été exécutés par le Service de police de Charlottetown et la GRC, ce qui a permis d'éviter un barrage au pont de la Confédération. La manifestation, qui s'est finalement tenue à Summerside s'est déroulée dans le calme, gérée par le service de police compétent et la GRC.
- Parmi les autres exemples de gestion de manifestation réussie, citons Kelowna et Osoyoos en C.-B. hier, ainsi que le poste frontalier Regway en Saskatchewan, où la circulation frontalière a été ralentie, mais pas empêchée. Les manifestants ont coopéré avec la GRC, et aucun incident ne s'est produit.
- Bien entendu, il y a d'autres situations que la GRC et des partenaires policiers n'ont pas été en mesure de régler. Vous le savez très bien.
- Lorsque la GRC n'est pas le service de police compétent, nous faisons tout ce que nous pouvons pour aider nos partenaires policiers. Lorsque nous sommes le service de police compétent, nous mettons en œuvre des plans et prenons les mesures nécessaires pour enlever les barrages.

[APG]

- Bien sûr, cela ne se fait pas aussi rapidement qu'on le voudrait, mais nos mesures sont guidées par le besoin d'assurer la sécurité publique et policière.
- Je sais que le plan intégré pour Ottawa est d'un grand intérêt pour ce comité et j'y reviendrai, mais je ferai d'abord le point sur quelques endroits clés, notamment Windsor, Emerson et Coutts ainsi que sur la situation en Colombie-Britannique.
- Puis je reviendrai à Ottawa.
- Tous les renseignements que je vous communique ci-dessous étaient à jour à 15 h cet après-midi.

Windsor

- Les activités d'application de la loi ont commencé; il y a eu 14 arrestations et six véhicules ont été remorqués. Toutes les accusations étaient pour méfait. Les arrestations doivent se poursuivre aujourd'hui.
- Les plans sont en cours de finalisation pour rouvrir le pont ce soir.
- En plus des ressources déjà déployées par la GRC pour appuyer le Service de police de Windsor et la Police provinciale de l'Ontario, nous fournirons 50 ressources supplémentaires pour aider à protéger les infrastructures essentielles et veiller à ce que le terrain gagné au cours des 48 dernières heures ne soit pas perdu au profit des manifestants.
- Nous avons environ 10 km de route à gérer avec le Service de police de Windsor et la Police provinciale de l'Ontario. Nous ferons des opérations de sécurité aux barrages, des patrouilles de surveillance et aurons une fonction d'équipe d'intervention rapide. Le fait de contrôler le secteur permettra de garder le chemin Huron Church ouvert jusqu'à la 401. Ils voudraient que nous restions là pendant cinq jours. Nous verrons.

[APG]

Au sujet d'Emerson

- Les voies menant au point d'entrée sont fermées pour tout le trafic commercial, sauf les animaux vivants. les véhicules d'urgence et les employés de l'ASFC peuvent passer.
- Le groupe de manifestants a été informé des accusations auxquelles ils pourraient faire face en vertu du *Code criminel* et de la législation provinciale.
- Les policiers ont rencontré les manifestants cet après-midi, et le principal groupe se réunit de nouveau demain pour décider s'ils restent ou quittent.
- Advenant que les discussions et la menace d'accusations ne motivent pas les manifestants à partir, nous avons un plan de mesures d'application de la loi que nous sommes prêts à exécuter.
- Les mesures d'application de la loi seront exécutées probablement demain en fonction de la planification tactique et des discussions avec le gouvernement provincial.
- Il y a présentement un blizzard dans la région, donc très peu de circulation.

Situation à Coutts

- L'autoroute 4 reste complètement bloquée au point d'entrée.
- Nous avons fait des progrès importants dans la diminution du nombre de camions et de manifestants, mais nous savons que le point d'entrée doit ouvrir. À cette fin, nous avons un plan d'application de la loi prêt à être exécuté.
- Pour être clair, nous sommes sur le point d'exécuter des mesures d'application de la loi à Coutts.

[APG]

Au sujet de la Colombie-Britannique

- Hier, des « manifestations du convoi de la liberté » ont eu lieu à plusieurs endroits dans la province – principalement à Victoria, à Vancouver, à Kelowna, à Fort St. John et aux postes frontaliers d'Osoyoos et de Surrey.
- Il y a environ 30 manifestants au poste frontalier de la 176^e rue. Ils sont catégoriques : ils ne partiront pas. Les manifestants ont déclaré que c'était eux qui menaient et non pas la police et qu'ils prévoyaient d'étendre leurs manifestations à tous les points d'entrée et au Port de Vancouver.
- Cet après-midi, le Groupe de soutien tactique de la GRC est déployé pour diriger les opérations pour libérer le secteur. Les personnes arrêtées pour obstruction et méfait seront traitées et relâchées selon des conditions strictes d'interdiction, tant qu'il n'y a pas de comportements agressifs.

Retour sur Ottawa

- Ce matin, nous avons été informés que le barrage à l'intersection des rues Sussex et Rideau a été renforcé avec des camions tracteurs stationnés serrés les uns contre les autres. L'humeur à cette intersection a été décrite comme étant à la provocation.
- Nous surveillons aussi des convois qui sont attendus à Ottawa aujourd'hui. Il y a environ 100 manifestants sur la Colline du Parlement, et environ 1 000 sur la rue Wellington et au centre-ville. On estime qu'il y a également 505 camions.
- En ce qui a trait au nombre actuel de déploiements en appui à la Police provinciale de l'Ontario, la GRC a 225 membres et la PPO 233.
- Pour ce qui est des groupes de maintien de l'ordre public, 33 membres de Durham, 32 membres de York et 42 membres de la PPO sont déployés.
- La GRC compte toujours environ 345 membres déployés quotidiennement à l'appui de notre mandat de protection.

[APG]

- À noter, selon des échanges entre le maire d'Ottawa et le Convoi de la liberté, les organisateurs ont accepté la demande et la condition du maire voulant qu'ils quittent les quartiers résidentiels dans les jours à venir.
- Cela donnerait aux résidents une pause dont ils ont grand besoin et améliorerait la sécurité des résidents.

Le plan

- En ce qui concerne le plan dont on parle beaucoup, je vais vous donner les grandes lignes.
- La GRC et la PPO ont réuni les plus éminents experts (GMOP, commandants des interventions et planificateurs) de partout au Canada pour élaborer un plan stratégique, y compris un physiologiste judiciaire de la GRC, qui se spécialise dans la dynamique de foule et possède les qualifications universitaires et opérationnelles nécessaires pour fournir un témoignage d'expert en ce qui a trait à la justification du recours à la force.
- Leurs recommandations s'inscrivent dans le courant des leçons importantes tirées de la Commission d'enquête sur l'Ippeewash et le rapport Morden sur le G20.
- Ce groupe d'experts a déterminé qu'il a des stratégies d'engagement et de négociation avec la foule sur lesquelles il faut s'appuyer afin que le recours à force puisse être justifié.
- Premièrement, le plan a été élaboré en partenariat avec la PPO, la GRC, le Service de police d'Ottawa et le Service de protection parlementaire, entre autres (p. ex. York, Peel et Service de police de Toronto), la responsabilité finale incombant au chef Sloly à titre de responsable du service de police compétent avec l'apport d'un psychologue.
- Il a mon soutien ainsi que celui du commissaire Carrique et du chef Sloly, bien entendu.

[APG]

- Le plan prévoit une approche progressive, le premier objectif étant de réduire l’empreinte des manifestations, y compris les véhicules, les camions et les piétons.
- Je tiens à noter que certaines des activités que mes collègues vont mettre en évidence sont des choses que nous aurions attendues il y a plusieurs jours, mais ce sont des étapes fondamentales qui doivent être faites pour assurer la sécurité publique et une résolution réussie.
- Il y aura une évaluation quotidienne de la façon dont les choses ont été exécutées sur le terrain, et si nous obtenons les résultats nécessaires, avant de nous réajuster pour le lendemain jusqu’au démantèlement final.
- Il s’agit d’une approche progressive, le premier objectif étant de réduire l’empreinte des manifestations, y compris les véhicules, les camions et les piétons.
- Sa composante la plus importante est la diffusion de messages sur le terrain par des agents réguliers en uniforme (sans tenue tactique), qui visent à changer la mentalité de la foule et à amener les personnes à quitter les lieux volontairement. Notez qu’il s’agit de la technique qui a été utilisée en Alberta et qui a permis de réduire le convoi de 200 à 40 camions.
- Outre les tactiques de communication clés, les objectifs quotidiens comprendront des éléments comme la détermination des camions précis ayant des enfants, la détermination des camions qui peuvent être enchaînés ensemble et l’établissement d’objectifs de réduction quotidienne en pourcentage du nombre de manifestants et de véhicules.
- À un certain moment, selon les progrès réalisés par rapport aux objectifs quotidiens, nous prendrons une décision relative au lancement d’actions cinétiques utilisant les groupes de maintien de l’ordre public, avec le soutien des équipes d’intervention d’urgence, plus communément appelées SWAT.

[APG]

- Si les équipes obtiennent plus de résistance que de succès, l'action cinétique sera nécessaire plus tôt. Si les manifestants écoutent, quittent les lieux pacifiquement et si la progression est évaluée comme importante, nous surveillerons de près les résultats de chaque journée avant de prendre une telle mesure.
- Nous devons également être cohérents dans nos messages publics à tous les niveaux afin d'inspirer la confiance et d'atténuer les flambées ailleurs alors que les choses se mettent en branle à Ottawa.
- Je vais en rester là et passer la parole au sergent Darwin Tetreault qui peut fournir plus de détails et la chronologie.

Aide supplémentaire

- Comme cela a déjà été mentionné, nous participons activement à la discussion sur les implications de la *Loi sur les mesures d'urgence* et examinons les mesures possibles d'un point de vue opérationnel. Mon équipe vient de rencontrer des collègues du ministère de la Justice pour leur faire part de nos commentaires.
- Voici quelques exemples d'outils supplémentaires qui seraient utiles d'avoir sur le plan de l'application de la loi advenant le déclenchement de l'application de la *Loi sur les mesures d'urgence* :
 - L'interdiction des rassemblements publics sur les routes qui devraient mener à une violation de la paix ainsi que la capacité de procéder à des arrestations et de porter des accusations.
 - Cela pourrait comprendre la désignation et la sécurisation des lieux protégés pour empêcher la tenue de manifestations dans ces endroits [p. ex., les terminaux de la BC Ferry, les aéroports, les ports, les voies ferrées et les stations de transport en commun]

[APG]

rapide (p. ex. les stations du Skytrain, de Westcoast Express et du CN/CP)].

- On pourrait également envisager d'étendre la zone bulle actuelle autour des établissements de soins de santé pour y inclure d'autres infrastructures essentielles, comme les établissements gouvernementaux et les détachements de police.
- L'interdiction d'utiliser des biens déterminés pour aider la manifestation. Par exemple, cela pourrait constituer une infraction pour les personnes qui apportent de l'essence ou du diesel aux manifestants pour qu'ils fassent le plein de leurs camions;
- Des pouvoirs accordés aux policiers pour traiter les questions de biens, y compris le pouvoir de réquisitionner de l'équipement lourd (p. ex. remorqueuses) pour enlever les obstacles (camions);
- Cela dit, je suis d'avis que nous n'avons pas encore épuisé tous les outils déjà disponibles en vertu de la législation existante. Il y a des cas où des accusations pourraient être portées en vertu des pouvoirs existants pour diverses infractions au *Code criminel* qui sont commises maintenant dans le cadre de la manifestation. La *Loi sur la protection civile et la gestion des situations d'urgence* de l'Ontario qui vient tout juste d'être utilisée ajoutera des outils de dissuasion à notre boîte d'outils actuelle.
- Les outils existants sont pris en compte dans nos plans et seront utilisés au besoin.

[APG]